

la nécessité de résigner.

Voici le nom de ceux que l'on supposait devoir composer le ministère.

Lord John Russell, — Premier-Lord du Trésor.
 Lord Cottemham, — Lord Chancelier.
 Comte de Clarendon, — Secrétaire des affaires étrangères.
 Vicomte Palmerston, — Secrétaire des Colonies.
 Marquis de Normanby, — Secrétaire pour le département Intérieur.
 M. Barins, — Chancelier de l'Echiquier.
 Marquis de Lansdowne, — Président du Conseil.
 N. Sheil, — Vice-Président.
 Comte de Minto, — Premier Lord de l'Amirauté.
 Comte de Fortescue, — Lord lieutenant d'Irlande.
 Comte de Bessborough, — Premier commissaire des Bois et Forêts.
 Lord Beauval, — Ambassadeur à Paris.
 Marquis de Clanricarde — Ambassadeur de St. Pétersbourg. — *London Post*.
 Le *London Sun*, compose ainsi le nouveau ministère :
 Lord Palmerston, — Département de l'Etranger.
 Lord Normanby, — Département de l'Intérieur.
 Lord Grey, — Département des Colonies.
 Mr. Barins, — Chancelier de l'Echiquier.
 Lord Morpeth, — Lord Lieutenant d'Irlande.
 Lord Campbell, — Chancelier d'Angleterre.
 Sir Thomas Wilde et Mr. Jervis, seront Procureurs et Solliciteurs Généraux.
 Lord Minto, — l'Amirauté.

On leur adjoint comme conseillers simplement, Sir J. Hobhouse, M. C. Buller, M. Hawes, Sir George Grey, et M. Tufnell.

Sir C. Napier, et l'Amiral Dundas, entrent au Bureau de l'Amirauté.

Suivant le *Sun*, Lord J. Russell et Sir R. Peel, avaient eu une conférence d'une heure, après laquelle Lord J. Russell avait laissé la ville pour se rendre à Cowes et à la suite d'une audience avec la Reine, il s'était occupé de la formation d'un ministère.

Aurore.

Chemin de fer de Québec à Halifax. — Une assemblée nombreuse et éminemment respectable a eu lieu dernièrement à Québec dans la vue d'avancer l'exécution de cette route en fer, dont on ressent plus que jamais l'utilité. G. R. Young, écr., M. P. P., pour Halifax, dont le voyage de Québec avait été entrepris dans les intérêts de cette importante mesure, était comme de raison présent à l'assemblée. M. Young a développé, dans un discours qui fut vivement applaudi, tous les avantages de cette route. Chacun devrait en être déjà persuadé. D'après un calcul fait avec le plus grand soin, le savant orateur a démontré qu'on pouvait préparer la route et poser les rails pour la somme de vingt mille piastres pour chaque mille, et comme il y a 550 milles à parcourir, la somme pour compléter les travaux se monterait à deux millions et trois quart de louis sterling. (£2,750,000). M. Young dit que le gouvernement qui s'était proposé de dépenser trois quarts de millions de louis pour un chemin militaire, donnerait ou prêterait un million de louis pour mettre à exécution cette entreprise qui était bien préférable à une route ordinaire ; qu'il espérait que le Canada, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse donneraient le terrain où devra passer le chemin ; que les dépenses annuelles, y compris les intérêts, se monteraient à £261,000 ; que le gouvernement pourrait abandonner l'intérêt sur le million qu'il prêterait, car cette route lui épargnera la somme de £46,000 qu'il paye annuellement aux américains pour transporter la maille de Boston, etc. L'orateur censure ensuite le traité d'Ashburton qui a laissé deux millions d'acres de terrain à l'Etat du Maine, ainsi que le dessein des américains "d'annexer" le Canada aux Etats-Unis par le chemin de fer de Portland, etc.

Plusieurs orateurs distingués succédèrent à M. Young, et entr'autres les honorables Caron, Aylwin, Cochran et Neilson, MM. Lemesurier, O. Stuart, Chauveau, Muntzauherbert et Frémont. M. Aylwin regretta d'avoir voté en chambre pour le chemin de Portland ; c'était un acte de suicide, dit-il, que de faire de Portland un port de mer du Canada ; il croyait la guerre inévitable, mais il croyait que les habitans du Canada étaient loyaux jusqu'au cœur, et qu'ils ne désiraient pas changer de maîtres, et qu'ils ne mettraient jamais leurs intérêts à la merci de leurs voisins du sud ; que si le projet en question (le chemin de fer d'Halifax) était mis à exécution, Québec se relèverait de ses cendres et reprendrait cette position à laquelle elle a été destinée par la nature.

M. Young dit ensuite qu'on l'a assuré à Montréal que l'exécutif recommanderait cette entreprise à la considération de la législature à sa prochaine session. Nous souhitions bien sincèrement tout le succès possible à cette gigantesque entreprise.

Minerve.

ANGLETERRE.

Revirement ministériel en Angleterre. — Ceux de nos journaux qui hier et aujourd'hui, ont annoncé d'une manière définitive la formation d'un ministère whig, semblent s'être un peu trop hâtés. Il était assez naturel de penser, dès que lord John Russell avait, après de longues hésitations, accepté la mission de former un Cabinet, que le noble lord disposait des éléments propres à assurer le succès de sa tentative. Il est certain que lord John Russell a cru pouvoir prendre les rênes du pouvoir ; mais les nouvelles arrivées ce soir de Londres annoncent que les whigs ont échoué, et que sir Robert Peel a été appelé à réorganiser son administration. Nous reproduisons, sur ce revirement, les réflexions des journaux de Londres :

Bureau du Times, samedi à 3 heures et demie de l'après-midi. — Notre déclaration de ce matin aura, jusqu'à un certain point préparé le public à prévoir que lord John Russell ne pourrait pas triompher des difficultés causées par la désunion de ses collègues, et qu'il serait forcé d'informer la Reine qu'il avait échoué dans ses efforts pour composer un ministère. Nos prévisions ont été justifiées par l'événement.

Le but de la visite de Sa Seigneurie à Windsor, ce matin, était de se démettre, dans les mains de S. M., du mandat qu'il avait accepté, et d'expliquer que, dans l'état actuel des choses, il n'avait pas pu s'assurer, parmi les chefs de son parti, un appui assez fort pour qu'il lui fût possible de compléter un cabinet.

Le résultat de l'audience obtenue par Sa Seigneurie, est que la Reine a mandé sir Robert Peel pour le charger de composer un ministère. Lord John Russell est revenu de Windsor à trois heures, il était parti le matin à onze heures pour la résidence royale.

— Aujourd'hui à une heure, sir R. Peel a quitté Londres, se rendant à Windsor-Castle, par ordre, exprès de Sa Majesté. Avant son départ, il y a eu réunion de tous les membres du cabinet actuel présents à Londres. Le marquis de Lansdowne est parti ce matin de bonne heure par le Great-Western rail-way. Il se rend à la résidence de Bowood-Wills.

Standard.

— Depuis que nous avons donné la retraite de sir R. Peel, nous n'avons pas laissé passer un seul jour sans signaler le nombre et la grandeur des obstacles qui devaient entraver la formation d'un cabinet libéral. Pour que lord John Russell se chargeât de cette mission en face de pareilles difficultés, il ne lui fallait rien moins que le sentiment d'une absolue nécessité ; à moins de pouvoir compter sur le sincère appui des chefs de l'ancien ministère et sur le franc et dévoué concours de tous les hommes de son parti, il était évident que lord John Russell ne viendrait pas même à bout de composer un cabinet. Et même avec cet appui ses chances de succès paraissent fort douteuses. C'est seulement à mesure que marche la formation d'un ministère que l'on voit se développer complètement les obstacles à vaincre ; or, les embarras de la crise actuelle sont tels qu'il serait possible que lord John Russell sera contraint de renoncer à la mission qu'il avait déjà acceptée.

Au point de vue de notre parti, nous avouons que nous ne regrettons pas ce résultat. Le grand projet auquel le peuple anglais s'est attaché sera peut être exécuté d'une façon plus sûre et plus complète, grâce à un court ajournement et au naufrage d'un nouveau cabinet, et en même temps le parti libéral deviendra bien plus fort par le fait même qu'il aura rejeté le fardeau de l'administration sur les hommes qui s'en trouvaient écrasés. Mais ce n'est pas le moment de jouer des comédies de parti ou de développer ses opinions particulières. Jamais, depuis plusieurs années du moins, l'Angleterre n'a eu plus besoin d'être dirigée par un cabinet fort et solide. Si le pays veut savoir pourquoi sir R. Peel, malgré les circonstances où nous nous trouvons, a dissous son ministère, il vaudra également connaître pourquoi lord J. Russell n'a pas réussi (dans le cas où cette malheureuse prévision se réaliserait) à composer une nouvelle administration.

Morning-Chronicle.

Rappel de sir Robert Peel. — Lord John Russell a résigné la mission qu'il avait reçue de former un nouveau cabinet, et sir R. Peel a été mandé par Sa Majesté. Le très honorable baronnet est parti à deux heures pour Windsor.

Lorsque sir Robert Peel eut déclaré qu'il ne pouvait plus rester à la tête des affaires, il était évident que la tâche de composer une nouvelle administration serait dévolue à lord John Russell. Restait à savoir si ce dernier pourrait en venir à bout ; le concours général des diverses fractions du parti libéral a fait croire un instant que lord John Russell réussirait. Jusqu'à hier soir, en effet, les choses marchaient bien, du moins autant qu'on en peut juger, lorsqu'il est survenu des difficultés qui ont contraint lord John Russell à renoncer à sa mission. Ces difficultés venaient de la timidité des uns, de l'orgueil et de l'obstination de quelques autres.

Nous croyons que lord John Russell a agi hardiment et loyalement. Il n'a pas déserté un seul des principes qu'il a professés jusqu'à cette heure ; et quoiqu'il ait pour le moment refusé le ministère, le parti libéral sera bien dédommagé de ce désappointement momentané par le gain réel qu'il fera.

Sun.

— Sir Robert Peel a reçu ce matin une communication de lord John Russell, et il a immédiatement convoqué chez lui tous les ministres qui se trouvent en ville. A l'issue de la réunion, des courriers ont été expédiés à ceux des membres du Cabinet absents de la ville, pour les rappeler immédiatement dans la capitale. Aussitôt après le retour de sir Robert Peel de Windsor, on croit qu'il sera tenu un conseil de Cabinet.

Univers.